

INTERVIEW

La Turquie et l'Afrique

vendredi 14 juillet 2006, par [Angelo Mobateli](#)

Source : Le Potentiel (Kinshasa), le 04-07-2006

Député turc, vous venez de participer à Kinshasa au colloque économique organisé à l'initiative de la présidence de la République. Quelle impression en avez-vous eue ?

J'ai fait la connaissance du vice-président Yerodia, un personnage fort intéressant. J'ai rencontré aussi M. She Okitundu, le directeur de cabinet du chef de l'Etat, qui a présidé les débats, le président de la Cour des comptes, le ministre de l'Agriculture, qui a fait un exposé très intéressant à mon avis, le gouverneur de Kinshasa.

Bien sûr, je ne peux pas citer toutes les personnalités congolaises et étrangères que j'ai rencontrées, notamment le vice-premier ministre du Sénégal et le secrétaire international du Parti socialiste belge.

Ce qui m'a impressionné surtout, c'est la profondeur intellectuelle des cadres congolais, pas seulement des professeurs, mais des élites congolaises. Et je me suis dit : pourquoi ne pas mieux organiser ce pays pour un développement plus réussi ?

Que peut-attendre la République démocratique du Congo de la Turquie ?

La Turquie est maintenant un pays européen et méditerranéen. Nous avons un héritage de l'empire Ottoman, qui dominait une partie de trois continents : Europe, Asie et Afrique dans sa partie méditerranéenne. Et nous avons beaucoup de contacts avec l'Afrique subtropicale.

Et depuis que le processus de la mondialisation a amené la Turquie à s'ouvrir au monde par la voie des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux, les entrepreneurs turcs sont maintenant plus actifs qu'auparavant. Il y a des investisseurs turcs qui viennent chercher des marchés, non seulement pour vendre leurs produits, mais aussi pour acheter les ressources de votre pays destinées à l'exportation.

A mon avis, on peut augmenter le volume du commerce qui sort de votre pays. Il faut commencer par là. On peut profiter de la spécialisation des Turcs dans certains domaines. Nous avons des hommes d'affaires qui ont le savoir-faire pour construire les infrastructures, qui ont une industrie assez importante. Nous avons un volume de commerce qui représente 190 milliards de dollars. Ce volume commercial est plus important que celui de l'ensemble des pays arabes, par exemple.

Donc, la Turquie peut nouer des contacts avec la République démocratique du Congo, avec les autres pays de l'Afrique. Mais, il ne faut pas penser que les relations économiques peuvent s'établir dans un seul sens. Il faut les placer dans les deux sens, il faut des relations économiques équilibrées. Surtout avec le Congo, qui a besoin d'échanges internationaux équilibrés, parce que vous n'avez pas beaucoup de ressources actuellement.

Le capital turc est-il en mesure d'investir en RDC ?

Vous avez beaucoup de richesses actuellement, mais vous n'avez pas beaucoup de ressources pour payer vos importations. Vous pouvez donc profiter du savoir-faire des hommes d'affaires turcs, en invitant le

capital turc à investir en RDC. Le capital turc peut investir au Congo, parce que c'est un grand pays, avec 60 millions d'habitants, avec des richesses énormes. On peut aussi faire des entreprises mixtes avec des entrepreneurs turcs qui, eux aussi, travaillent avec le secteur privé.

Surtout à Kinshasa, vous devez beaucoup investir dans les infrastructures de la ville, après les élections. Mais, il faut d'abord valoriser vos ressources naturelles : les forêts, les eaux, les mines, le sol où vous n'exploitez que 3% des terres cultivables.

Je crois aussi que la Turquie peut vous aider sur le plan militaire, parce que la spécialité des Turcs, ce sont de bons guerriers. Et l'armée turque, c'est une bonne armée. Mais, ce n'est pas pour vous inciter à des guerres, c'est pour la défense. Il faut avoir une force de défense dissuasive pour ne pas vivre à nouveau les invasions que vous avez connues il y a quelques années.

Le secrétaire général de l'Onu mène-t-il actuellement une mission de bons offices aux fins d'un règlement d'ensemble de la question de Chypre ?

Le secrétaire général de l'Onu fait montre actuellement de beaucoup de réserve, parce que sa dernière mission ne l'a pas conduit à bon port. Il n'a pas pu réaliser une paix durable à Chypre. Pourtant, il avait préparé un plan qui a été accepté au référendum Nord, c'est-à-dire parmi les Chypriotes turcs, mais refusé par les Chypriotes grecs.

Alors, à partir de ce moment là, M. Kofi Annan n'avait plus grand-chose à faire. D'autant que, lors des récentes élections législatives organisées par les Grecs, les partis qui ont voté « non » en 2004, ont vu accroître leurs voix. Ainsi, avec cette intransigeance des Grecs, M. Annan ne peut pas faire de nouvelles démarches.

Je pense qu'il s'agit d'un chantage pour obliger la Turquie, qui négocie son entrée à l'Union européenne, à reconnaître l'Etat chypriote grec.

Quelles sont les principales divergences entre les parties turque et grecque chypriotes ?

D'abord, les Chypriotes turcs veulent qu'on reconnaisse la souveraineté de leur Etat - ce qui avait été dit dans le Plan d'Annan -, parce qu'ils ne veulent pas être une minorité dans un Etat. Ils veulent avoir les mêmes droits, être sur le même pied d'égalité que les Chypriotes grecs. De leur côté, les Chypriotes grecs ne veulent pas de rotation au niveau de la présidence de la République.

Ensuite, les Chypriotes turcs demandent une Confédération avec deux Etats souverains. Mais, les Chypriotes grecs ne sont pas d'accord.

Actuellement, la partie turque de Chypre dépend de la République de Turquie.

(*) Professeur, Docteur, membre de l'Assemblée nationale de Turquie et cadre du Parti républicain du peuple (CHP)